



**HAL**  
open science

# Du développement aux transitions soutenables dans les territoires. Vers un renouvellement de la notion de ressource territoriale

Lucas Durand, Maud Hirczak, Dany Lapostolle, Nicolas Senil

## ► To cite this version:

Lucas Durand, Maud Hirczak, Dany Lapostolle, Nicolas Senil. Du développement aux transitions soutenables dans les territoires. Vers un renouvellement de la notion de ressource territoriale. Géographie, Économie, Société, 2024, 26 (2-3), pp.211-230. 10.1684/ges.2024.10 . halshs-04699486

**HAL Id: halshs-04699486**

**<https://shs.hal.science/halshs-04699486v1>**

Submitted on 15 Jan 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Du développement aux transitions soutenables dans les territoires :  
vers un renouvellement de la notion de ressource territoriale**

*From territorial development to sustainable place based transitions: towards a  
renewal of the notion of territorial resource*

Lucas DURAND, Le Mans Université, UMR ESO, [lucas.durand@univ-lemans.fr](mailto:lucas.durand@univ-lemans.fr)

Maud HIRCZAK, Aix Marseille Univ, CNRS, LEST, Aix-en-Provence, France,  
[maud.hirczak@univ-amu.fr](mailto:maud.hirczak@univ-amu.fr)

Dany LAPOSTOLLE, Université de Bourgogne, UMR THEMA, [Dany.Lapostolle@u-bourgogne.fr](mailto:Dany.Lapostolle@u-bourgogne.fr)

Nicolas SENIL,  
Univ. Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble\*, Pacte,  
38000 Grenoble, France,  
\* School of Political Studies Univ. Grenoble Alpes,  
[nicolas.senil@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:nicolas.senil@univ-grenoble-alpes.fr)

Camille NOÛS, Laboratoire Cogitamus

Résumé :

Les changements écologiques globaux interrogent en profondeur les pratiques, les méthodes et cadres conceptuels du développement territorial. Cet article, à portée théorique, vise à renouveler la réflexion sur la notion de ressource territoriale pour penser des transitions socio-écologiques justes. Le propos revient ainsi sur l'évolution de la notion, non seulement pour noter ses limites et ambiguïtés pour penser des transitions socio-écologiques territoriales justes, mais aussi pour l'enrichir par des travaux sur la justice environnementale et les ontologies relationnelles. Au final, un nouveau régime de spécification des ressources territoriales est identifié, mettant en évidence de nouveaux agencements territoriaux entre humains et non-humains et les processus de diffusion par essaimage translocal. L'article vise ainsi à enrichir l'appareillage théorique des approches territoriales de transition soutenable.

Abstract :

Global ecological changes are deeply challenging the practices, methods and conceptual frameworks of territorial development. This article is primarily theoretical in nature. Its aim is to revisit the notion of territorial resource as a way of thinking about just socio-ecological transitions. The paper reviews the evolution of the notion. It notes its limitations and ambiguities for thinking about fair and local socio-ecological transitions, but also to enrich the notion with work on environmental justice and relational ontologies. Finally, a new regime for specifying territorial resources is identified, highlighting new territorial arrangements between humans and non-humans and the processes of translocal diffusion. The article aims to enrich the theoretical thought about sustainable local transitions.

Mots clés : ressource territoriale, transition socio-écologique, développement territorial, innovation sociale, spécification

Key words : territorial resource, sustainable transitions, territorial development, social innovation, specification

## **Introduction**

Les changements environnementaux globaux en cours et à venir (Ciss Unesco, 2013 ; IPCC, 2023), les limites planétaires (Rockström et al., 2009), les “points de bascule de risques” (Université des nations unies, 2023) constituent un impératif écologique (Bourg, 2009) qui s’impose à la question des ressources, tant pour leur valorisation, la répartition de leurs usages que leur préservation. Génériquement, la notion de ressource s’entend comme la mise en valeur d’un bien, qu’il soit d’origine naturelle (telles que les ressources minérales, fossiles, hydriques, ou forestières) ou d’ordre matériel (comme les équipements, les machines), dans un objectif de création de richesse et de réponse à des besoins sociaux. La ressource s’étend également aux biens immatériels, (brevets, marques déposées, logiciels, culturels) et aux "ressources humaines" (compétences professionnelles, en matière d’innovations organisationnelles et de savoir-faire). Mais les ressources ne sont pas un donné, n’ont pas d’existence en soi. Ancrées dans un contexte social, un système technique, une culture particulière à un moment donné, ce sont les connaissances, compétences et pratiques qui transforment la matière tangible en ressources utilisables.

La notion de ressource s’est progressivement construite dans l’économie capitaliste et la mondialisation (Oiry-Varacca et Tricoire, 2016). Si la logique prédatrice d’exploitation des ressources est déjà notée par les contemporains des empires de l’Antiquité (Bardi, 2015)<sup>1</sup>, ses conséquences sociales et naturelles changent d’échelle avec l’avènement de l’Anthropocène. La ressource renvoie alors à des paradigmes de développement dont les logiques productivistes, extractivistes ou encore coloniales sont mises en évidence par de nombreux courants critiques, qu’ils relèvent de l’écologie politique (Bécot et Le Naour, 2023), décoloniale (Ferdinand, 2019), de l’écologie populaire (Martinez-Alier, 2023), du matérialisme durable (Schlosberg et Coles, 2019) ou de l’environnementalisme ordinaire (Blanc, 2019). Au-delà de leurs différences, ces courants pensent nécessaires la relocalisation des flux de matières et l’attribution de nouvelles valeurs aux ressources (réemploi, frugalité, justice environnementale, biocentrisme, etc.), plus à même de répondre aux enjeux écologiques et aux besoins sociaux. Interrogeant le rapport à l’espace, ces travaux résonnent avec les analyses menées depuis une vingtaine d’années sur la notion de ressource territoriale et le renouveau des modalités de développement (Colletis et al., 1997 ; Colletis et Pecqueur, 2005). Inscrites dans une logique d’adaptation des économies locales à la globalisation, elles mettent en avant l’importance du territoire comme processus de construction d’une dynamique d’acteurs dans les trajectoires de développement socio-économique (Gumuchian et Pecqueur, 2007 ; Campagne et Pecqueur, 2014).

Face aux enjeux actuels, il nous semble nécessaire de revisiter la notion de ressource territoriale pour apporter des éléments de débat sur les transformations en cours et à venir. En effet, la dynamique territoriale du jeu d’acteurs pensée et organisée pour valoriser des ressources ancrées localement au sein d’une économie mondialisée, est aux prises avec l’impératif écologique. On observe aujourd’hui une multitude d’initiatives locales de transition qui en

---

<sup>1</sup> Ainsi, Pline l’Ancien fait mention de la « destruction des montagnes » au 1er siècle de notre ère pour décrire l’épuisement des mines d’or dans la région des Asturies en Espagne

appellent autant à des transformations socio-spatiales radicales qu'à des adaptations plus incrémentales (Gonin, 2021 ; Grin et al. 2010). Elles réinterrogent ainsi les modèles de développement et d'aménagement des territoires (Gibson-Graham, 2008 ; Pachoud et al., 2022) et leur rapport aux ressources dans des limites sociales et planétaires permettant d'évoluer dans un espace sûr et juste, localement, régionalement et globalement (Leach et al., 2013).

Dans ce contexte, on peut se demander si la notion de ressource territoriale demeure encore pertinente pour penser les transitions soutenables des territoires. Nous soutenons que si l'approche en termes de ressource territoriale permet d'identifier les recompositions des jeux d'acteurs et la définition des moyens d'agir localement, une réflexion théorique sur l'écologisation de la ressource territoriale reste encore à produire. Si certains s'attèlent à croiser l'approche territoriale avec une géographie critique des ressources (Banos, 2023), notre contribution vise à compléter la notion en l'ouvrant aux approches renouvelées du développement, en particulier aux ontologies relationnelles. Aussi, cet article propose-t-il d'enrichir la définition de la ressource territoriale pour appréhender les transitions soutenables des territoires.

A cette fin, l'article est structuré en trois parties. La première revient sur les origines de la notion de ressource, en particulier sur les éléments fondateurs de la ressource territoriale afin d'en montrer les limites à dépasser aujourd'hui. La deuxième partie discute d'une relecture de la ressource territoriale dans un monde de finitude des ressources. Enfin, la troisième partie propose une définition renouvelée de la ressource territoriale, dans le cadre d'un nouveau régime de spécification.

## **1. Aux origines de la notion de ressource : une vision économique pour le développement**

Si l'économie territoriale a réactualisé et mis au goût du jour la notion de ressource, la notion reste ancienne, souvent floue et a parcouru de nombreuses disciplines. Il convient donc de préciser de manière synthétique son émergence, et de nous interroger sur son usage disciplinaire et ses évolutions.

### 1.1. Aux origines de la ressource

Dans son ouvrage « Un monde sans ressources », l'historien Arnoux (2023), rappelle que *« la notion de ressource, entendue comme ensemble de biens généralement disponibles, est une innovation récente, peut être liée à l'émergence des sociétés industrielles »*. Identifier la période et les raisons du changement de sens est donc pertinent au regard des objectifs de son ouvrage mais aussi de notre article.

L'étymologie du mot dérive de « Resourdre » qui ne signifie pas seulement « jaillir à nouveau » mais surtout « se relever », ou « se redresser ». En géographie, plusieurs auteurs font état de cette étymologie moyenâgeuse, tels que Brunet et al. (1996) qui évoque la ressource comme « ce qui ressurgit », ou encore pour Frémont (2007, p 19) : *« ce qui sourd, c'est l'eau qui jaillit de la terre, c'est le bien le plus précieux offert à la vie »*. Cette acception de la ressource à connotation religieuse, a fortement évolué et n'a *« plus de connexion directe avec le sens contemporain du mot »* (Arnoux, 2023, p 36). L'auteur estime que cette évolution s'ancre dans l'association nouvelle des termes de ressource et de naturel et se rapproche des notions de richesse ou de nature jusqu'alors employées : *« Ce n'est pas avant les années 1830 que les deux mots associés renvoient à un inventaire des richesses connues ou latentes que recèle le monde matériel. Pour que les ressources naturelles apparaissent, il faut que la Nature devienne la*

*chose des scientifiques et des entrepreneurs*” (Ibidem p 37). Cette évolution s’opère dans un contexte de révolution industrielle et dans l’affirmation d’un rapport moderne au monde, séparant plus strictement les phénomènes relevant du naturel et du culturel. Les économistes classiques, dont Ricardo et Malthus, définissent la ressource naturelle comme un stock de matière, doté *naturellement* de qualités réifiées (Rotillon, 2010). Dans ces approches, la ressource se confond avec la matière première. Elle est un stock inerte, statique et naturellement dotée de qualités intrinsèques, indépendantes du processus de production et de la mise en combinaison avec le travail et le capital.

Toutefois Zimmerman, dans une approche constructiviste qui dénature la ressource et la distingue ainsi de la matière première, postule que « *les ressources ne sont pas, elles deviennent* » (1951, p 15). La valeur multidimensionnelle de la ressource (économique, mais aussi symbolique et culturelle) s’inscrit alors dans un processus de construction sociale. Lévy souligne que « *les ressources sont donc toujours inventées, parfois bien après avoir été « découvertes » comme le pétrole en tant que source d’énergie ou la haute montagne comme « gisement » touristique* » (Lévy 2003, p 798). Les propriétés de la ressource ne sont donc pas déterminées par sa matérialité physique, mais sont le fruit d’un agencement de l’espace et d’une intentionnalité d’acteurs qui façonnent leur qualité. C’est alors l’humain qui invente, par son travail, les propriétés de la matière parmi une infinité d’usages possibles (Raffestin, 1980). La ressource se renouvelle par des processus d’innovation, notamment d’ordres techniques et scientifiques : “*Les ressources ne sont pas figées et finies parce qu’elles ne sont pas naturelles. Elles sont le produit de l’ingéniosité humaine résultant de la création de la technologie et de la science*” (De Gregori, 1987, p 1247).

## 1.2. La ressource territoriale : de l’adaptation à la globalisation aux innovations sociales dans les territoires

Inscrits dans ce courant constructiviste, les travaux sur la notion de ressource territoriale développés il y a une vingtaine d’années ont mis au jour différentes stratégies d’adaptation de l’économie locale à la globalisation par la construction d’un territoire, défini comme un espace infra national de régulation des dynamiques socio-économiques, dont les limites et les caractéristiques géographiques sont partagées par des acteurs ancrés localement (Courlet, 2008). Dans la continuité de l’économie territoriale (Benko et Lipietz, 1992 ; Camagni et al., 2004), du courant des proximités (Rallet, 2002 ; Pecqueur et Zimmermann, 2004 ; Torre et Gallaud, 2022), de l’ancrage au territoire (Zimmerman, 2005), les dimensions socioculturelles des territoires (Di Méo, 1998) sont identifiées comme éléments clés dans les modalités de construction et de valorisation des ressources, aboutissant ainsi à une variété de configurations et de trajectoires locales (Bouba-Olga et Grossetti, 2018). La mise en concurrence à l’échelle mondiale des systèmes productifs incite les acteurs territoriaux à se singulariser par la recherche d’un avantage non plus comparatif mais différenciatif, leur permettant de s’extraire d’une concurrence mondialisée par la valorisation de ressources matérielles ou immatérielles non délocalisables. La ressource territoriale est alors considérée comme une caractéristique construite par un agencement d’acteurs ancrés, au service du développement du territoire (Gumuchian et Pecqueur, 2007 ; Lamara, 2009). Elle qualifie et différencie des produits et services, donnant un sens au lieu tout en participant à son attractivité (Maillat, 1995). La ressource territoriale est révélée selon un processus intentionnel, appelé spécification, qui engage une dynamique collective d’appropriation par les acteurs du territoire dans les registres économiques, culturels, patrimoniaux, scientifiques, etc. (Landel et Senil, 2009). A l’opposé

d'une ressource qui serait générique, et donc sans lien au local, la ressource territoriale est spécifique, c'est-à-dire non reproductible en d'autres lieux, s'appuyant sur les caractéristiques intrinsèques du milieu socio-spatial dans lequel elle s'inscrit, telles que des aménités géographiques locales, ou des organisations productives singulières (Peyrache-Gadeau et al., 2018). Evidemment la construction d'une ressource est une affaire de trajectoire prenant en compte les dynamiques temporelles de leur émergence et de valorisation plutôt que leur appréhension en termes de stocks (Kebir et Crevoisier, 2004 ; François et al., 2013).

De très nombreuses recherches ont ainsi analysé des stratégies de développement territorial basées sur la spécification, que ce soit dans des territoires urbains, ruraux ou montagnards, et autour de thématiques multiples (tourisme, agriculture, patrimoine, énergie, culture etc.). Plus récemment, l'approche par les innovations sociales (Alberio et Klein, 2022) est venue compléter la notion de ressource territoriale en montrant des réponses "nouvelles" à des besoins sociaux mal ou peu satisfaits par le marché et les services publics étatiques. Les innovations sociales révèlent une diversité et une complexification des mécanismes de construction et de valorisation de la ressource territoriale (Hakimi et al., 2022 ; Koop, 2021). La finalité de cette dernière déborde ainsi largement de la seule dimension économique, à l'instar du développement territorial dont les objectifs ne sauraient se réduire à la seule logique marchande (François et al., 2006). En effet, beaucoup de ces projets d'innovation sociale proposent de nouvelles formes de solidarités territoriales et sont en quête de justice sociale et environnementale, de "faire autrement" ou encore de "bien vivre".

Émanant d'acteurs locaux publics comme privés, citoyens, ayant des rapports renouvelés aux cadres de l'action publique (Richez Battesti et al., 2012 ; MacCallum et al., 2009), la mobilisation des acteurs et la construction des ressources tendent pour certains à s'opérer "*selon un mode coopératif original en plus d'un dessein partagé*" (Glon et Pecqueur, 2016). Expérimentations et innovations sociales questionnent alors plus largement le "modèle" de développement territorial. Comme le soulignent Alberio et Klein (2022, p 15), "*le développement des territoires n'est plus perçu uniquement comme une réaction à un problème. De nouveaux modèles d'action sont nécessaires pour donner aux acteurs la capacité de transformer leur environnement institutionnel immédiat, d'une part, et de changer l'échelle du pouvoir et de l'action, d'autre part.*" Pour autant, la mobilisation des ressources n'est pas qu'un monde lisse de coopération d'échanges créatifs au sein d'un territoire construit. Elles sont aussi structurées par des conflits d'usage et d'appropriation (Torre, 2010), et leur construction est le reflet de rapports de pouvoir entre parties prenantes et de la géopolitique locale (Subra, 2016). La question des ressources territoriales, dans leur utilisation ou leur préservation, interroge les rapports de force entre activités, acteurs et projets sur le territoire, et nécessite alors un arbitrage des politiques publiques locales.

### 1.3 Ressource territoriale et transition : une relation équivoque

Les réflexions croisées entre développement local, enjeux de durabilité et ressource territoriale sont examinées dans la littérature scientifique depuis une vingtaine d'années. Selon nous, elles laissent cependant apparaître un certain nombre d'attentes déçues et d'ambiguïtés quant au caractère réellement transformatif de la durabilité.

L'hypothèse du développement durable à l'échelle locale (Theys, 2002), telle qu'elle fut notamment pensée avec les Agenda 21, questionne l'effectivité de la mise en œuvre de

trajectoire territoriale durable. Pour certains, le développement durable est alors perçu comme un prolongement du développement territorial (Pecqueur et Zuindeau, 2013 ; Pecqueur et Vieira, 2015). Pecqueur et Zuindeau (2013, p 54) affirment que la notion de ressource territoriale devient « *cruciale dans ce croisement entre durabilité et territoire* ». Celle-ci se constitue alors à travers un réseau de relations de proximité capable de mettre en débat et de traduire en action localement des enjeux macros de durabilité, ou encore en vue de répondre à des problématiques locales de pollution environnementale. Pour autant, cette continuité entre durabilité et développement territorial, aussi souhaitable soit-elle, est loin d'être évidente. Si la construction de ressources territoriales apparaît comme une condition nécessaire à la mise en place de trajectoire locale de développement durable, elle ne constitue pas une condition suffisante. A travers l'exemple du bois-énergie en Nouvelle Aquitaine, Dehez et Banos (2017) démontrent comment l'évolution des normes et politiques publiques en matière de transition énergétique peut même jouer en défaveur des ressources territoriales environnementales pensées pour répondre conjointement aux enjeux de transition et développement territorial. Enfin, l'appropriation et la spécification de certaines ressources naturelles par des acteurs territorialisés ne sauraient rompre totalement avec des logiques de surproduction et de surconsommation de matière et d'espace (Grenouillet, 2015 ; Durand, 2020).

Ainsi, les trajectoires territoriales de durabilité ne se font pas sans heurts et sans conflits à propos des usages et des valeurs données à l'environnement (Beaurain, 2008). En effet, la transition socio-écologique est un champ de luttes et d'oppositions - "*l'écologie n'est pas ce qui nous rassemble mais ce qui nous divise*" (Charbonnier, 2020)- pour énoncer ce qui vaut dans sa mise en œuvre et ses finalités, dans la définition d'une représentation de l'espace, de l'usage de ses ressources, de son devenir. Comme pour le territoire, la transition socio-écologique est un enjeu de pouvoir sur l'espace qui se traduit dans son aménagement, son développement à durabilité faible ou forte, son habitabilité (Theys et Guimont, 2019).

D'ailleurs, l'écologisation des territoires qu'elle soit alibi, émancipatrice ou territoriale (Banos et al. 2020) illustre la diversité des agencements possibles entre matérialité, configuration d'acteurs et récits territoriaux.

Le caractère ambigu des trajectoires territoriales peut être pointé. Si la dynamique de la ressource territoriale a d'abord été mobilisée au sein des territoires marginalisés, pour lesquels le développement était une nécessité pour le maintien et le bien-être de leurs habitants, elle visait toutefois leur inscription dans le régime de concurrence mondialisée par une différenciation de l'offre. Cette stratégie, labellisée, se rapproche de la logique d'enrichissement par la narration (Boltanski et Esquerre, 2017), une nouvelle forme d'appréciation marchande fondée sur la mise en récit territorial. La spécification qui permet la majoration des prix s'appuie alors sur la narration parfois savante de l'ancrage territorial historique, de la singularité des créateurs, de l'évolution des techniques et outils dans des systèmes de production localisés dont il faut *marketer* la singularité. Dans ce cadre, la mise en œuvre de trajectoire territoriale de transition s'inscrit dans une démarche d'attractivité économique ou résidentielle visant à se différencier d'autres espaces aux caractéristiques similaires (Durand et al, 2015). Cette recherche de spécificité peut évincer les personnes aux revenus limités et soucieuses de justice sociale, un des piliers de la durabilité, pourtant minoré dans les travaux sur la ressource territoriale.

Autrement dit, nous soutenons que c'est bien souvent dans une durabilité faible, que s'inscrit l'analyse des ressources territoriales, cadrée dans une logique économique fonctionnaliste qui considère insuffisamment à la fois l'agentivité des non-humains leur conférant une valeur intrinsèque (Beau, 2019), et les enjeux de justice environnementale.

## **2. La ressource territoriale dans un monde de finitudes**

Considérer les limites planétaires engage à sortir de la logique d'adaptation à la mondialisation marchande. Si la ressource spécifique est issue d'une construction sociale, il n'en reste pas moins que la finitude des ressources matérielles productives (Bourg et Whiteside, 2010) invite à un changement de paradigme auquel se confronte la ressource territoriale. Ainsi, l'écologisation de la valorisation des ressources « *questionne certaines ambiguïtés des stratégies de développement fondées sur la spécificité entre logique d'opportunité visant à faire exister les territoires dans un contexte concurrentiel et construction sur le temps long d'espaces singuliers valorisant la gestion durable d'un système socio-écologique* » (Banos et al., 2020, p 5). Par conséquent, spécifier des ressources sous contrainte écologique forte conduit à en revisiter les cadrages analytiques.

### 2.1 Du développement à la sobriété territoriale

La contrainte écologique appréhendée comme un contexte d'action répond à une approche fonctionnaliste de la ressource qui réduit les changements environnementaux globaux à un élément conjoncturel pris en compte dans la dynamique coopérative, même de proximité. Cette approche ne nous semble pas répondre aux enjeux d'habitabilité de la Terre et de ses territoires, de la finitude des ressources. Elle oublie le renouvellement paradigmatique appelé par l'agence européenne de l'environnement en 2021 (EEA, 2021) et le dernier rapport de synthèse du Giec du 20 mars 2023 qui mettent en lumière les enjeux de justice environnementale et de sobriété (IPPC, 2023).

Cette dernière renvoie à l'auto-limitation collective de la production et de la consommation, qui définit ce qui est suffisant, en résonance avec le concept anglophone de *sufficiency*, ne saurait se réduire à la seule logique technico-économique. Aussi la sobriété apparaît-elle « *comme une méthode collective de négociation de la contrainte matérielle dans un contexte de finitude* » (Villalba 2018, p 37). En effet, politiser la sobriété revient à faire entrer la contrainte matérielle dans les projets de société et dans la décision politique démocratique, alors que les régimes démocratiques libéraux, depuis la Seconde Guerre mondiale, ont été structurés par les conflits de répartition de l'abondance matérielle. Dans ce cadre, c'est bien d'un changement de paradigme qui affecte le régime de valorisation de la ressource dont il s'agit de prendre la mesure. Il ne s'agit plus d'agir dans un monde incertain, car l'affection des causes et des conséquences du changement climatique sont aujourd'hui finement mesurées, mais de considérer les inégalités insoutenables, documentées, quantifiées, matérialisées (Chancel, 2017) pour définir un nouveau régime de valorisation et d'accès équitable à la ressource dans un monde matériellement contraint.

Par exemple, les actions de sobriété énergétique ne sauraient se résumer à une réponse conjoncturelle en contexte de crise d'approvisionnement, mais doivent impulser une transformation structurelle de nos modes de consommation. Pourtant, les décideurs politiques dans leur ensemble, peinent à traduire ce principe de sobriété dans des politiques publiques

(Toulouse, 2020) ou au sein des dispositifs de négociation de répartition et d'usages équitables de la ressource.

Par ailleurs, le régime de sobriété est consubstantiel de la justice environnementale. Cette dernière considère les effets sociaux des inégalités écologiques (Schlosberg, 2004 ; Gordon, 2012). Pour Larrère (2009, p 158), face à un environnement dégradé, *“la question de la justice environnementale devient alors celle de la répartition (entre les individus, les groupes sociaux, les différents pays) des charges (financières et autres) liées aux politiques environnementales (prévention des risques, modifications des pratiques, restauration des environnements dégradés”*. Mais la justice environnementale ne se concentre pas seulement sur la quantité limitée des ressources matérielles tirées des sols, « d'un bout de terre », du vivant non humain, et la manière dont elles sont distribuées. Elle prend en compte ce que l'altération de ces ressources matérielles fait aux groupes et à leurs membres humains et non humains (Bryant, 1995), à leur “agentivité” (Plumwood, 2009). Elle respecte la diversité des manières d'éprouver la nature selon les façons de vivre, questionne les types de rationalités dualistes ou relationnelles (Plumwood, 2002 ; Descola, 2005) et cherche à concilier sa valeur instrumentale avec sa valeur intrinsèque, en vertu de laquelle elle est insubstituable (Larrère, 2009 ; Beau, 2019).

Autrement dit, en matière de valorisation des ressources matérielles tirées de la nature, faire advenir le principe politique de sobriété crée une obligation de justice environnementale au sens étymologique d'obliger qui signifie créer un lien étroit. Par exemple, en matière de valorisation du lait par les différents labels de la filière laitière française, l'enjeu n'est plus seulement de spécifier les produits garantissant un meilleur revenu aux producteurs et un produit de qualité s'appuyant sur certains segments de la demande. Les cahiers des charges sont en pleine évolution pour prendre en compte des objectifs de durabilité. Pour autant, certaines stratégies de spécification mises en place autour d'AOP soulèvent par exemple des questions quant aux impacts en matière d'environnement, de biodiversité ou de santé humaine (Lahoreau, 2014) et négligent aussi parfois la diversité des territoires ruraux et les produits « ordinaires » (Garçon et al., 2017). Par ailleurs, ces questions de développement territorial par la qualité coexistent avec des filières diversifiées (Gasselin et al., 2021) mais sont aussi largement questionnées, voire dépassées, dans de nombreux territoires par les questions de circuits-courts, de démocratie alimentaire et d'accès à une alimentation « de qualité » pour tous (Hirczak et al., 2022).

C'est la question que posent par exemple de manière radicale, les tenants d'une agriculture paysanne voulant dépasser « l'agriculture Bio » par la généralisation de l'agroécologie comme l'Atelier Paysan. Pour cette coopérative à majorité paysanne, l'enjeu est un changement radical de modèle agricole et alimentaire, pour lequel il est nécessaire d'échapper à une forme d'enfermement dans des niches alimentaires réservées aux classes sociales les plus aisées, et notamment la bio (Atelier Paysan, 2021). Ce collectif milite ainsi pour un projet politique qui permette à tous d'accéder à une alimentation de qualité produite dans des conditions paysannes, hors de toute logique industrielle.

Derrière cette proposition qui peut prêter à controverse, critique tant de la spécificité que de la généralité des ressources, apparaît une autre manière de les valoriser. Ici, la promotion de l'agriculture paysanne pratiquant l'agroécologie, dont les contours, ne sont certes pas stabilisés, s'appuie sur des agencements locaux, des enchevêtrements d'attachements matériels et immatériels spécifiques non substituables à d'autres agencements locaux spécifiques. Ainsi, l'intention de généraliser l'agroécologie paysanne passe par la mise en relation d'agencements locaux spécifiques (Compagnone et al., 2018), au service de l'accomplissement d'une politique

de droit universel : accéder à une alimentation de qualité socialement et écologiquement sûre et juste par maillages translocaux. On retrouve cette radicalité dans les projets de caisses locales de l'alimentation, embryons d'une sécurité sociale alimentaire<sup>2</sup>.

Cette logique d'enchevêtrements appréhende différemment la contrainte écologique qui devient un ensemble de relations entre humains et non humains pour assurer l'habitabilité de leur milieu de vie.

## 2.2 Vers une écologie de la ressource : environnement, ontologies relationnelles, diplomatie avec le vivant

Relire ainsi la contrainte écologique à l'aune du tournant ontologique relationnel (Keck et al., 2015) est au cœur de la rupture paradigmatique qui redéfinit la logique de spécification. Le non humain a sa propre réalité qui n'est pas le produit d'une seule construction sociale. Pour Latour (1991), la bipartition constructiviste des phénomènes relevant de la sphère naturelle et de la sphère culturelle nie l'agentivité, la qualité d'actant des processus biophysiques. Elle pourrait aussi ignorer l'épuisement matériel de la ressource (Bakker et Bridge, 2006). Plusieurs propositions alternatives existent pour dépasser cette bipartition ontologique.

Les recherches et expériences dans une pluralité de contextes culturels ont amené le géographe Augustin Berque à affirmer que la géographicités des humains, autrement dit le rapport entretenu au lieu et à la Terre, ne s'inscrit pas dans un dualisme nature/culture. Tel est le sens de la mésologie, science du milieu, qui propose une armature intellectuelle pour appréhender simultanément ce qui relève du phénoménal et du physique. Le milieu correspond ici à la relation à la fois écologique, technique et symbolique de l'humanité avec son espace habité (Berque, 2000). L'écoumène décrit cette même relation à l'ensemble de l'étendue terrestre. Ecoumène et milieux correspondent ainsi à une nature qui ne serait ni du côté du monde biophysique, ni du côté du social, mais qui se forme « au milieu » de ces interrelations entre ces deux pôles.

Par ailleurs, les travaux de Descola menés auprès des Achuars montrent comment les collectifs humains entretiennent des relations avec des collectifs humains perçus de même nature qu'eux-mêmes (Descola, 2019). Il relativise la frontière entre nature et culture érigée par l'ontologie moderne-le naturalisme- qui ne constitue qu'une "*manière parmi d'autres de classer les entités du monde en fonction des propriétés que l'on choisit de leur attribuer, et non comme l'étalon absolu par rapport auquel doivent être mesurées les variations culturelles*" (Descola, 2001 § 26).

La ressource apparaît alors moins comme le produit d'une construction sociale que le fruit d'un processus dynamique de "trajection" (Berque, 2000), autrement dit d'une combinaison entre des éléments tenant du monde biophysique et du monde social. Elle n'existe ni totalement objectivement, ni totalement subjectivement, et constitue une forme de prise qui renseigne les individus et les collectifs sur le monde. La perspective mésologique nous rappelle ici la nécessité de prendre en considération la matérialité des ressources, qui plus est dans le contexte actuel de changements globaux, et des conséquences socio-environnementales générées par leur valorisation.

Cette ouverture ontologique qui s'opère dans la littérature scientifique occidentale et se diffuse depuis peu très largement, s'accompagne chez plusieurs universitaires des Suds d'une critique

---

<sup>2</sup> Voir à ce sujet <https://securite-sociale-alimentation.org/>

radicale du modèle de développement international instauré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Escobar, par exemple, critique les modalités d'intervention des acteurs du développement qui génèrent l'exclusion des pratiques, des préoccupations et du pouvoir de décision des populations locales (Escobar, 2018). La construction d'une trajectoire post-développement, dont le bien-vivre est l'étendard le plus connu (Acosta, 2011), passe en premier lieu par la reconnaissance d'une pluralité d'ontologies : « *Il en revient à chacun de nous à présent d'apprendre à sentir-penser avec les territoires, les cultures et les connaissances des peuples – leurs « ontologies » au lieu de penser à partir de connaissance décontextualisées qui sous-tendent les concepts de « développement », de « croissance » et même d'« économie »* » (Escobar, 2018, p 29). La reconnaissance de cette diversité de rapport au monde constitue ainsi une première étape vers la réappropriation des habitants d'un projet émancipateur de vivre-ensemble.

Aussi, en récusant la rationalité dualiste au profit d'une ontologie relationnelle (Escobar, 2018 ; Koop, 2021), cette reconnaissance élargit le social aux non humains, propose de nouvelles alliances entre humains et non humains utiles à l'agentivité collective territoriale (Balaud et Chopot, 2021 ; Lapostolle, 2021) et à la résilience des milieux de vie. En sortant de l'approche fonctionnaliste de la ressource, pour aller vers une coopération interspécifique, une diplomatie avec le vivant (Morizot, 2017) et une reconnaissance des collaborations vivantes qui soutiennent tous les modes de vie sur terre (Balaud et Chopot, 2021), le processus de spécification s'écologise. Ce faisant, l'objectif n'est plus la différenciation par une offre labellisée, mais au contraire, la recherche d'une extension, d'une diffusion. Il s'agit alors de définir un nouveau régime de spécification, qui passe par des changements d'échelles spatiales et institutionnelles en cherchant à faire masse pour imposer de nouvelles règles, valeurs et normes (Loorbach et al., 2020).

### **3. Pour un nouveau régime de spécification : de la spécificité des ressources territoriales à la spécificité des lieux**

Les initiatives locales de transitions sociales et écologiques se multiplient. En France, la plateforme Transiscope en recense plus de 36 000<sup>3</sup>, le projet Transformont en relève 384 dans les zones de montagnes du massif central aux Alpes italiennes<sup>4</sup> quand l'Atlas de la justice environnementale<sup>5</sup> identifie 3873 luttes et résistances locales à l'échelle mondiale contre des projets d'aménagement, d'infrastructures énergétiques, routières ou encore d'usines appelées « bombes écologiques ». Malgré la diversité des revendications et des modes d'actions des plus radicaux au moins transformateurs, ces plateformes montrent que les collectifs interviennent à l'échelle locale pour construire des prises sur des enjeux de portée globale. Ils associent en leur sein les attachements globaux et locaux de ceux qui luttent pour un territoire parce qu'ils y sont attachés et de ceux qui défendent un engagement écologique ancré dans un territoire.

Forts de ce constat, deux orientations guident notre réflexion. La première vise à formaliser un nouveau régime de spécification répondant à « l'impératif écologique ». La seconde pose que ce régime étant déjà à l'œuvre dans les territoires, il doit être identifié et précisé. Le fruit de cette réflexion nous amènera à redéfinir les contours de la notion de ressource territoriale.

---

<sup>3</sup> <https://transiscope.org/carte-des-alternatives>

<sup>4</sup> <http://collecti.cc/transformont/?CartS>

<sup>5</sup> <https://ejatlas.org/?translate=fr>

### 3.1. Des initiatives déjà à l'œuvre qui fondent un nouveau régime de spécification

Les « initiatives citoyennes de transition soutenable » (Hakimi Pradels et al., 2022) sont foisonnantes et s'incarnent autant dans des luttes environnementales contre les « Grands Projets Inutiles et Imposés » portant une volonté de transformation sociale et territoriale radicale (Des plumes dans le Goudron, 2018 ; Barbe, 2016), que dans des actions relevant de l'innovation sociale, pouvant s'articuler avec des dispositifs d'action publique (Durand et al., 2022).

Cet ancrage revendiqué peut se rapprocher de ce que Blaser (Blaser, 2023) théorise avec la notion de collectif situé compris comme un assemblage relationnel complexe de personnes humaines et non humaines qui se démarque de la notion de territoire, considérée par les institutions modernes comme composée de « ressources » et de « personnes ». Pour cet auteur, « *la relationnalité et l'interdépendance qui génèrent les collectifs situés, (...) impliquent qu'il est très difficile de privilégier les besoins de certaines de leurs composantes au détriment des autres sans risquer que l'ensemble se défasse* » (Ibidem, p 424). Accepter cet assemblage dont l'existence est strictement située implique de travailler des réponses aux dérèglements planétaires de manière « pluriversaliste » et localisée. On peut aussi parler de politisation interspécifique qui associe humains et non humains. En reconnaissant l'agentivité de ces derniers (Plumwood, 2009), la politisation interspécifique prône la spécificité des lieux en opposition à la spécification des ressources territoriales. Elle part du foyer, de la maison et de son jardin, d'un agencement relationnel qui lui est propre pour s'étendre par maillage à d'autres lieux à l'agencement relationnel propre. Ainsi, ce ne serait plus le développement au service du bien-être économique des seules personnes humaines qui serait visé, mais un projet de vie interspécifique.

La construction et le renouvellement de ces collectifs situés s'opère par la mise en place d'outils techniques et de dispositifs inclusifs et appropriables. Ces objets conviviaux au sens d'Ivan Illich (1973) sont pensés comme des outils « *à petite échelle, de petite taille, de proximité, favorisant le partage des savoirs et dont le caractère appropriable est essentiel* » (Amand et al., 2020, §29 ). Ils permettent d'entretenir une dynamique collective aussi bien par leur processus de fabrication que par la manière dont ils seront utilisés et appropriés par la suite.

L'exemple des paysans boulangers est emblématique de ce tournant. Dans l'ouvrage, *Notre pain est politique* (2019), le Groupe blé rassemblant des paysan-nes, meunier-es, des boulangier-es au sein de l'Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural Auvergne-Rhône-Alpes relate comment dans leur manière de se former par compagnonnage, de collaborer avec des scientifiques, de recourir à un machinisme convivial (moulin construit collectivement avec l'aide des Ateliers paysans, réparable par soi ou via un réseau collaboratif), d'utiliser les sols, des semences paysannes, les levains naturels, leur circuits-courts de proximité, les paysans boulangers élaborent un projet de vie interspécifique. Le recours aux levains naturels dans la fabrique du pain en est une des illustrations. L'emploi du levain traduit aussi la volonté de travailler directement *avec* des substances vivantes, sans prétention de domination sur la matière mais au contraire dans une perspective de collaborer avec elle. De ce fait, le levain constitue un allié central, reliant pratiques agricoles et procédés boulangers, humains (corps), non humains (outils) et espaces (la meunerie, le fournil) (Barbier et Moity-Maizi, 2019).

En d'autres termes, ces projets de vie, les gestes du quotidien situés, relèvent d'une écologie politique des temporalités : agir ici et maintenant pour rendre demain vivable.

Le déploiement de ces initiatives locales ne passe pas par l'établissement d'objectifs à trop long terme et d'un calendrier sanctuarisé d'objectifs à atteindre. Les connaissances nécessaires à l'action ne sont pas jugées *a priori*, mais mobilisées au fur et à mesure de l'avancement de l'action et validées par une mise à l'épreuve concrète (Zask, 2011). Cela rejoint aussi le principe d'improvisation (Koop et Senil, 2016) qui repose sur l'idée d'une résistance aux principes exogènes et sur la nature même des actions qui portent leur attention sur la spontanéité, l'intuition, l'expérimentation et l'assemblage d'éléments connus pour créer du nouveau et qui se différencie ainsi des temporalités de la planification et du projet en créant un régime de temporalité ouverte, opérant par là un renversement épistémologique (Levy, 2020).

Les exemples de ce type de projets de vie sont déjà très nombreux et largement analysés. Ils ne se confondent pas avec les logiques de retrait isolé et autarcique à la campagne de certaines communautés des années 70. Les lieux investis servent la construction d'un être au monde renouvelé, s'appuyant sur un territoire, accueillant et en réseau aussi ouvert sur les communautés locales et de plus en plus visibles dans l'espace public. Ce qui les distingue, c'est la dynamique relationnelle et le maillage translocal. Conscientes que la radicalité qui maintient dans la minorité politique demeure une impasse, ces initiatives ont aussi pour enjeu de faire masse afin de construire le rapport de force avec le modèle dominant et les institutions qui le maintiennent en l'état.

### 3.2 Le maillage-essaimage au service d'un régime de spécificités des lieux

Ces projets de vie qui s'organisent à l'échelle locale cherchent à transformer le Monde. Ils opposent un contre-modèle au régime de globalisation qui prescrit une adaptation du local, pour en gommer les singularités. Ce contre-modèle de transformation du Monde redéfinit l'échelle globale comme un processus relationnel, de singularités qui se frottent les unes aux autres et se frictionnent avec les échelles plus grandes (Tsing, 2019). Par-là, les projets de vie situés, par définition, ne sont pas scalables, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent changer d'échelle sans adaptation. En effet, les projets de vie interspécifiques construits sur des liens d'attachement aux lieux et aux entités qui le composent, s'ils changeaient de taille, d'effectif, d'organisation, d'espace perdraient leur idiosyncrasie, leur spécificité.

Pour autant, la généralisation de cette action collective interspécifique non scalable reste possible, grâce à l'essaimage. « *L'essaimage est un processus, à la fois relationnel et spatial, de circulation de pratiques, de savoirs et d'expérimentations. Il s'agit d'une circulation horizontale d'initiatives qui ne peuvent prétendre au scaling up – passage à une échelle plus grande – sans transformation des dynamiques et structures de l'action collective* » .

(Roy et Lapostolle, 2022 p 106)

Il ne s'agit donc pas d'une réplique à l'identique et en série, mais au contraire d'une dissémination translocale, une prolifération, "*incontrôlable et diffuse d'une initiative précise en une multitude de lieux, sans liens directs avec le lieu d'origine, et dont les formes seront uniques car liées aux singularités territoriales*" (Lapostolle et Roy, 2022, § 43). De nombreux travaux sur les innovations sociales montrent par exemple que la diffusion des "modèles" suit des logiques différentes en matière de changement d'échelle, en s'appuyant à la fois sur des séquences dans les processus de diffusion, des mécanismes de diffusion irrégulière ou encore un rôle important des interactions multiples (Richez-Battesti, 2015). Ainsi, plutôt qu'une stratégie de *scaling-out* qui renvoie à un changement de taille, certaines structures comme les sociétés coopératives combinent, ou font succéder dans le temps, des stratégies multiples pour

le changement d'échelle de leurs activités. Par exemple, c'est ce que mettent en évidence Lepin et Maillefert (2022) dans leur étude d'une coopérative Bois énergie en Haute-Loire. Cet opérateur local d'énergie fortement ancré à son territoire, active le bois local comme ressource énergétique en construisant des circuits-courts bois-énergie, visant à intégrer les différentes parties prenantes au sein d'une gouvernance coopérative. Il mise sur l'essaimage qui se structure à l'échelle nationale, avec de nouveaux opérateurs qui réinterprètent son modèle en fonction de leurs spécificités. Regroupés au sein du collectif « Chaleur Bois et Territoire », en lien à l'association Énergie Partagée, ces acteurs organisent leur stratégie de changement d'échelle et la diffusion de leurs pratiques ainsi que leur impact sur l'évolution du modèle énergétique (Ibidem).

L'essaimage peut également opérer par scaling-out – réduction d'échelle – via un processus de diffusion horizontale et localisée, « *une densification et une diversification d'initiatives dans un espace donné qui cherche à s'étendre* » (Lapostolle et Roy, 2022). Mais ces projets de vie qui prolifèrent par maillage-essaimage posent la question du rôle des soutiens publics, et se heurtent souvent à l'architecture institutionnelle territoriale. Celle-ci reste fondée sur le transfert vertical des responsabilités et compétences étatiques vers le local, au détriment de l'organisation horizontale de l'action publique dans les territoires, qui viserait la mise en réseaux coopératifs des acteurs publics et sociaux (Béhar, 2023) sans chercher à contrôler ces derniers ou à les instrumentaliser. Dans ce cas, les conflits opèrent alors comme mode de régulation sociale.

### **Conclusion : La ressource territoriale est morte ! Vive la ressource territoriale !**

Face aux défis méthodologiques et théoriques posés par les transitions socio-écologiques, notre proposition vise à enrichir la “boîte à outil territoriale” et s'inscrit dans l'émergence d'une “géographie des transitions territoriales”<sup>6</sup>. L'ensemble des éléments présentés dans cet article sur l'émergence d'un nouveau régime de spécification interroge la définition même de la ressource territoriale. Cette notion est le fruit d'une histoire conceptuelle qui a largement appuyé la compréhension et la dynamique de développement local, souvent dans des territoires qualifiés de périphériques ou de marges. Elle a permis de nommer leurs attributs, d'établir les processus de construction et de développement propres et de réarticuler dimensions économiques, sociales, patrimoniales et environnementales. Notre proposition vise à enrichir la notion de ressource territoriale pour en faire un “outil transitionnel” (Oiry-Varacca et Tricoire, 2016) pour penser les transformations socio-écologistes justes des territoires. En effet, si les logiques de recherche de compétitivité, d'affirmation d'identité, de quête d'historicité restent toujours actuelles pour les territoires, la prise en compte de « l'impératif écologique » oblige à poser une nouvelle définition. Pour nous, dans ce Monde en devenir, la ressource territoriale est désormais une capacité collective située qui procède d'un agencement spécifique aux lieux entre des entités, humaines et non humaines, pour construire des projets de vie, de solidarité et d'existence ici, ailleurs et demain, sans nuire à la Terre.

---

<sup>6</sup> Nous empruntons ici le terme utilisé par Salma Loudiyi, Vincent Banos, Sabine Girard et Marie Houdart pour nommer la session “*Pour une géographie des transitions territoriales ? Cadres conceptuels, méthodologiques et approches critiques*” lors du Congrès de l'Union Géographique Internationale de 2022 à Paris.

C'est pourquoi notre définition souligne l'importance de la proximité géographique, tout en y ajoutant la solidarité à d'autres lieux sans leur porter atteinte, en dehors de toute recherche de compétitivité et de logique de domination.

Cette définition a une visée critique et propositionnelle. Critique de la globalisation marchande, elle propose une logique relationnelle transformatrice, une écologie politique interspécifique qui se traduit dans la politisation du quotidien. Au fond, elle est un pas supplémentaire vers la sobriété conçue comme un processus volontaire de négociation politique des objectifs de vie et tente de nous aider à répondre à la question aujourd'hui vitale : de quoi avons-nous besoin ? Ainsi redéfinie, la ressource territoriale propose un éclairage théorique renouvelé, en rendant compte des dynamiques à la fois géographiques, écologiques, politiques et relationnelles nécessaires pour des transformations en profondeur des cadres de la pensée territoriale. Elle participe ainsi à faire "atterrir" (Latour, 2017) quelques propositions ancrées dans le tournant ontologique et dans la prise en compte du vivant dans les modes de pensées et les référentiels d'action publique aujourd'hui à l'œuvre dans les territoires.

## Bibliographie

Acosta, A. 2011. Sólo imaginando otros mundos, se cambiará éste. Reflexiones sobre el Buen Vivir. In Farra H. I. et Vasapollo L. (ed.). *Vivir bien:¿ Paradigma no capitalista*, CIDES-UMSA, pp. 189-208.

Alberio, M., Klein, J.-L., 2022. Multi-actor and participative socio-territorial development: Toward a new model of intervention?. *The Journal of Rural and Community Development*, 17(2), pp. 1-23. URL : <https://journals.brandonu.ca/jrcd/article/view/2073/571> (consulté le 31 janvier 2024).

Amand, R., Dobré, M., Lapostolle, D., Lemarchand, F., & Ngounou Takam, E., 2020. Faire de la recherche collaborative: quelle sociologie dans le cadre d'un living lab ? Retour sur l'expérience de « mise en démocratie » de l'hydrogène. *SociologieS*. DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.15342>

Arnoux M., 2023. *Un monde sans ressources*. Albin Michel, Paris.

Atelier Paysan, 2021. *Reprendre la terre aux machines*. Seuil, Paris.

Bakker K., Bridge G., 2006. Material worlds? Resource geographies and the matter of nature . *Progress in human geography*, 30 (1), pp. 5–27, DOI : <https://doi.org/10.1191/0309132506ph588oa>

Balaud L., Chopot A., 2021. *Nous ne sommes pas seuls: Politique des soulèvements terrestres*. Seuil, Paris.

Banos V., Gassiat A., Girard S., Hautdidier B., Houdart M., Le Floch S., Vernier F., 2020. L'écologisation, mise à l'épreuve ou nouveau registre de légitimation de l'ordre territorial ? *Développement durable et territoires*, 11 (1). DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.16481>

Banos V., 2023. Quelle géographie des ressources à l'heure de la transition écologique ? Réflexion théorique à partir des « nouveaux » usages du bois. *Annales de géographie*, 754 (6), pp. 84-107. DOI : <https://doi.org/10.3917/ag.754.0084>

- Barbe F., 2016. La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique. *Norois*, 238-239, pp. 109-130. DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.5898>
- Barbier C., Moity-Maizi P., 2019. Devenir paysan-boulangier : vers plus de collaborations et d'autonomie. *Journal des anthropologues*, 158-159, pp. 225-248. DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.8966>
- Bardi U., 2015. *Le Grand pillage : comment nous épuisons les ressources de la planète*. Les Petits Matin, Paris.
- Beau R., 2019. Une perspective philosophique sur la durabilité forte. Pour un écocentrisme relationnel. *Développement durable et territoires*, 10 (1). DOI: <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13613>
- Beaurain C., 2008. La construction d'un territoire à partir des ressources environnementales : l'exemple de l'agglomération dunkerquoise. *Géographie Économie Société*, 10 (3), DOI : 10.3166/ges.10.365-384
- Béhar D., 2023. Décentralisation. Les propositions d'une affligeante banalité de la Cour des comptes. *Le Monde*, 23 mai 2023. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/23/decentralisation-les-propositions-d-une-affligeante-banalite-de-la-cour-des-comptes\\_6174498\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/23/decentralisation-les-propositions-d-une-affligeante-banalite-de-la-cour-des-comptes_6174498_3232.html)
- Benko G. et Lipietz A. (ed), 1992. *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux. Les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, Paris.
- Berque A., 2000. *Écoumène : introduction à l'étude des milieux humains*. Belin, Collection Alpha, Paris.
- Blanc N., 2019. From ordinary environmentalism to the public environment: theoretical reflections based on French and European empirical research. *Ecology and Society*, 24 (3), DOI : <https://doi.org/10.5751/ES-11166-240333>
- Blaser M., 2023. Projets de vie. In. Kothari A., Salleh A., Escobar A., Demaria F., Acosta A, (ed.). *Plurivers. Un dictionnaire du post-développement*, Wildproject éditions, pp. 423-426.
- Boltanski L., Esquerre A., 2017. *Enrichissement. Une critique de la marchandise*. Gallimard, Paris.
- Bouba-Olga O., Grossetti M., 2018. Réflexion sur les dimensions géographiques et temporelles des processus territoriaux . *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 5-6, pp. 1393-1406. <https://doi.org/10.3917/reru.185.1393>.
- Bourg D., 2009. L'impératif écologique. *Esprit*, 12, pp. 59-71.
- Bourg D., Whiteside K., 2010. *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*. Le Seuil, Paris.
- Bécot R., Le Naour G., 2023. *Vivre et lutter dans un monde toxique. Violence environnementale et santé à l'âge du pétrole*, Seuil, Paris.
- Brunet R., Ferras R., Thery H. 1996. *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Reclus - La Documentation Française, coll. Dynamiques du Territoire, Paris
- Bryant B., 1995. Issues and potential policies and solutions for environmental justice: an overview. In Bryant (ed). *Environmental justice: issues, policies, and solutions*, Island Presse, pp.8-34.

- Camagni R., Maillat D., Matteaccioli A., 2004. *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*. EDES, Neuchâtel.
- Campagne P., Pecqueur B., 2014. *Le développement territorial: une réponse émergente à la mondialisation*. Éditions Charles Léopold Meyer, Paris.
- Chancel L., 2017. *Insoutenables inégalités-Pour une justice sociale et environnementale*. Éd. Les petits matins, Paris.
- Charbonnier P., 2020. *Abondance et politique - Une histoire environnementale des idées politiques*. La Découverte, Paris.
- Colletis G., Gilly J.P., Pecqueur B., Perrat J., Zimmermann J.B., 1997. Firmes et territoires: entre nomadisme et ancrage. *Espaces et sociétés*, 88-89, pp. 115–138.
- Colletis G., Pecqueur B., 2005. Révélation de ressources spécifiques et coordination située. *Économie et institutions*, 6-7, pp. 51–74.
- Compagnone, C., Lamine, C., Dupré, L., 2018. La production et la circulation des connaissances en agriculture interrogées par l'agro-écologie. De l'ancien et du nouveau. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12 (2). DOI : 10.3917/rac.039.0111.
- Conseil international des sciences sociales (CISS), Unesco, 2013. *Rapport mondial sur les sciences sociales : changements environnementaux globaux*. Editions Unesco, 742 p.
- Courlet C., 2008. *L'économie territoriale*. PUG, Grenoble.
- De Gregori T.R., 1987. Resources are not; they become: An institutional theory. *Journal of economic issues*, 21 (3), pp. 1241–1263.
- Des plumes dans le goudron, 2018. *Résister aux grands projets inutiles et imposés – De Notre Dame des Landes à Bure*. Editions textuel, Collection « Petite encyclopédie critique », Paris.
- Dehez J., Banos V., 2017. Le développement territorial à l'épreuve de la transition énergétique. Le cas du bois énergie. *Géographie, économie, société*, 19 (1), pp. 109-131. DOI : 10.3166/ges.19.2017.0005
- Descola P., 2001. *L'Anthropologie de la nature* », *Leçon inaugurale au collège de France*, prononcée le 29 mars 2001, <https://books.openedition.org/cdf/1330>
- Descola P., 2019. *Une écologie des relations*. Editions CNRS, Paris.
- Di Méo G., 1998. *Géographie sociale et territoires*. Nathan, Paris.
- Durand L., Pecqueur B., Senil N., 2015. La transition énergétique par la territorialisation. L'énergie comme ressource territoriale. In Scarwell-Jane H, Leducq D., Groux A. (ed.). *Réussir la transition énergétique*, Presses Universitaires du Septentrion, pp. 9-18.
- Durand L., 2020. De la région ressource au territoire ressource ? Réflexion autour de l'hydroélectricité communautaire au Lac-Saint-Jean (Québec). *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 20 (3). DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.29155>.
- Durand L., Lapostolle D., Berriet Sollic M., Mangin G., Landel P-A., Lepicier D., 2022. Analyser les trajectoires de transition. Une approche par l'opérateur territorial de transition. *Noroi*, 264-265, pp. 7-14. DOI : <https://doi.org/10.4000/noroi.12577>.

- European Environmental Agency, 2021. *Growth without economic growth*. URL : <https://www.eea.europa.eu/publications/growth-without-economic-growth> (consulté le 15 novembre 2023).
- Escobar A., 2018. *Sentir-penser avec la Terre: l'écologie au-delà de l'Occident*, Le Seuil, Paris.
- Ferdinand M., 2019. *Une écologie coloniale : penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Le Seuil, Paris.
- François H., Hirczak M., Senil N., 2006. Territoire et patrimoine: la co-construction d'une dynamique et de ses ressources. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 5, pp. 683–700. DOI : <https://doi.org/10.3917/reru.065.0683>.
- François H., Hirczak M., Senil N., 2013. De la ressource à la trajectoire : quelles stratégies de développement territorial ? *Géographie, économie, société*, 15 (3), pp. 267-284. DOI : [doi:10.3166/ges.15.267-284](https://doi.org/10.3166/ges.15.267-284).
- Frémont A., 2007. A propos de la notion de ressource territoriale. Une histoire normande. In : Gumuchian H. Pecqueur B (ed.). *La ressource territoriale*, Editions Economica, pp.19-32.
- Garçon L., Delfosse C., Lamine C., 2017. Disqualifier les labels pour requalifier produits, acteurs et lieux. *Systèmes alimentaires*, 2, pp. 57-80. DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-07196-9.p.0057](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-07196-9.p.0057).
- Gasselin P., Lardon S., Cerda, C., Loudiyi S., Sautier D., Van der Ploeg J.D., 2021. *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires*. Editions Quae, Versailles.
- Gibson-Graham J. K., 2008. Diverse economies: performative practices for other worlds. *Progress in Human Geography*, 32 (5), pp. 613-632. DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-07196-9.p.0057](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-07196-9.p.0057).
- Glon É., Pecqueur B., 2016. *Au cœur des territoires créatifs. Proximités et ressources territoriales*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.
- Gonin A., 2021. Transition territoriale. *Glossaire Géoconfluences*, URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/transition-territoriale> (consulté le 26 mai 2023).
- Gordon W., 2012. *Environmental justice: concepts, evidence and politics*. Routledge, Londres.
- Grenouillet R-M., 2015. *Le territoire, un produit comme un autre ? : La Ressource territoriale comme facteur clé du développement durable local*. Thèse de doctorat, Université de Caen.
- Grin J., Rotmans J., Schot J., Geels F.W., Loorbach D., 2010. *Transitions to Sustainable Development*. New York, Routledge.
- Groupe Blé, 2019. *Notre pain est politique*. Éditions de la dernière lettre, Montreuil-sous-Bois.
- Gumuchian H., Pecqueur B. (dir), 2007. *La ressource territoriale*. Economica, Paris.
- Hakimi Pradels N., Grison J-B., Koop K., Landel P-A., 2022. Initiatives citoyennes de transition soutenable et diffusion : formes et fonctions de la mise en réseaux territorialisés. *Développement durable et territoires*, 13. DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.20134>
- Hirczak M., Janin C., Lapostolle D., 2022. A Cesta de Bens e Serviços Territoriais face à transição: o papel da inteligência coletiva na construção da qualidade territorial. *Raízes: Revista*

*de Ciências Sociais e Económicas*, 42 (1), pp. 22-40. DOI: <https://doi.org/10.37370/raizes.2022.v42.776>.

Illich Y., 1973. *La convivialité*. Points, Paris.

Intergovernmental Panel on Climate Change, 2023 *Synthesis report of the IPCC sixth assessment report (AR6)*. URL : [https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC\\_AR6\\_SYR\\_LongerReport.pdf](https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_LongerReport.pdf) (consulté le 15 novembre).

Kebir L., Crevoisier O., 2004. Dynamiques des ressources et milieux innovateurs . In: R. Camagni, D. Maillat et A. Matteaccioli (éd.). *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, EDES, pp.261-290.

Keck, F., Regehr, U., & Walentowitz, S., 2015. Anthropologie: Le tournant ontologique en action. *Tsantsa*, 20, pp. 4-11.

Koop K., Senil N., 2016. Innovation sociale, improvisation et développement territorial : l'expérience ardéchoise. In Koop K., Klein JL, Pecqueur B. (ed.). *L'innovation socio-territoriale à l'épreuve du global: un défi pour les acteurs*, Presses de l'Université du Québec, collection Géographie contemporaine.

Koop K., 2021. *Changer le monde, changer de mondes. Pour une géographie des transformations sociétales par le bas*. HDR en géographie, Université Grenoble-Alpes.

Lahoreau G., 2014. La face cachée des zones AOC. *Journal du CNRS*, URL : <https://lejournel.cnrs.fr/articles/la-face-cachee-des-zones-aoc> (consulté le 15 novembre 2023).

Lamara H., 2009. Les deux piliers de la construction territoriale: coordination des acteurs et ressources territoriales. *Développement durable et territoires*, Varia (2004-2010). DOI: <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8208>

Landel P-A., Senil N., 2009. Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement. *Développement durable et territoires*, 12. DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.7563>

Lapostolle D., 2021. *L'ingénierie territoriale comme opérateur de capacitation territoriale. Pour une prise en compte de l'expérience des publics dans la territorialisation de la transition énergétique*. HDR en Aménagement du territoire, Université de Grenoble-Alpes. URL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-03344444/>

Lapostolle D., Roy, A., 2022. L'essaimage : une pratique d'enquête au service d'une transition écologique par le bas. *Développement durable et territoires*, 13 (1). DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.20598>

Larrère C., 2009. « La justice environnementale ». *Multitudes*, 36 (2), pp. 156-162. DOI : 10.3917/mult.036.0156.

Latour B., 1991. *Nous n'avons jamais été modernes*. La Découverte, Paris.

Latour, B., 2017. *Où atterrir?: comment s'orienter en politique*. La découverte, Paris.

Leach M., Raworth K., Rockström J., 2013. Entre les limites sociales et planétaires : évoluer dans un espace sûr et juste pour l'humanité. in. Ciss/Unesco (ed.). *Rapport mondial sur les sciences sociales 2013 : Changements environnementaux globaux*, Editions Unesco.

- Lepin N., Maillefert M., 2022. De l'arbre au radiateur » vers de nouveaux opérateurs énergétiques territoriaux ? Innovation sociale territorialisée et enjeux de changements d'échelles. *Norois*, 264-265, pp. 15-35. DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.12598>
- Levy L., 2020. L'action sur les territoires face au défi d'une temporalité ouverte. L'improvisation comme modèle pour l'action aménagiste ?, *Développement durable et territoires*, 11 (2). DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17541>
- Lévy J., 2003. Ressource. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, p.798, Belin, Paris.
- Loorbach D., Wittmayer J., Avelino F., von Wirth T., & Frantzeskaki N., 2020. Transformative innovation and translocal diffusion. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 35, 251-260. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.eist.2020.01.009>
- MacCallum D., Moulaert F., Hillier J., Haddock S.V. (éd). 2009. *Social innovation and territorial development*, Ashgate.
- Maillat D., 1995. Territorial Dynamic, Innovative Milieus and Regional Policy. *Entrepreneurship & Regional Development*, 7, pp. 157-165. <http://dx.doi.org/10.1080/08985629500000010>
- Martinez-Alier J., 2023. *L'Ecologisme des pauvres-Une étude des conflits environnementaux dans le monde*. Les petits matins.
- Morizot B. 2017. Nouvelles alliances avec la terre. Une cohabitation diplomatique avec le vivant. *Tracés. Revue de sciences humaines*, 33, pp. 73-96. DOI : <https://doi.org/10.4000/traces.7001>
- Oiry-Varacca M. et Tricoire E., 2016. La ressource n'est pas épuisée. Pour un concept renouvelé, *Revue de géographie alpine* 104 (3). DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.3516>
- Pachoud C., Koop K., George E., 2022. Societal transformation through the prism of the concept of territoire: A French contribution, *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 45, pp. 101-113. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.eist.2022.10.001>
- Pecqueur B., Vieria P. F., 2015. Territorial Resources and Sustainability: Analyzing Development in a "Post-Fordist" Scenario. In Mancebo F., Sachs I. (ed.). *Transition to Sustainability*, Springer, pp. 141 - 157.
- Pecqueur B., Zimmermann J. B (dir.). 2004. *Economie de proximités*, Hermes-Lavoisier, Paris.
- Pecqueur B., Zuideau B., 2013. Espace, développement durable et territoire. In B. Zuideau (dir.). *Développement durable et territoire*, Presses universitaires du Septentrion, pp 49-58.
- Peyrache-Gadeau V., Perron L., Janin C., 2016. La spécificité territoriale comme alternative à la généralité des produits-ressources. In E. Glon, B. Pecqueur (ed.). *Au cœur des territoires créatifs. Proximités et ressources territoriales*, Presses universitaires de Rennes, pp. 227-235.
- Plumwood V., 2002. *Environmental culture: The ecological crisis of reason*. Psychology Press, Londres.
- Plumwood V., 2009. Nature in the Active Voice. *Ecological Humanities Issue*, 46. URL : <http://australianhumanitiesreview.org/2009/05/01/nature-in-the-active-voice/> (consulté le 31 janvier 2024)
- Raffestin C., 1980. *Pour une géographie du pouvoir*, Librairies techniques, Paris.

- Rallet A., 2002. L'économie des proximités. *Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement*, 33, pp. 11-25.
- Richez-Battesti N., 2015. Les processus de diffusion de l'innovation sociale : des arrangements institutionnels diversifiés ? *Sociologies pratiques*, 31 (2), pp. 21-30. DOI : [10.3917/sopr.031.0021](https://doi.org/10.3917/sopr.031.0021) SMASH
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin, F. S., Lambin, E. F., ... & Foley, J. A. 2009. A safe operating space for humanity. *Nature*, 461, pp. 472-475. DOI : <https://doi.org/10.1038/461472a>
- Rotillon G., 2010. *Économie des ressources naturelles*. La Découverte, Paris.
- Roy, A., & Lapostolle, D. (2022). Agir sous contrainte écologique forte. *Noréis*, 264265(3), 103-121.
- Schlosberg D., 2004. Reconceiving Environmental Justice: Global Movements And Political Theories. *Environmental Politics*, 13 (3), pp. 515-540. DOI : 10.1080/0964401042000229025
- Schlosberg D., Coles R., 2019. Le nouvel environnementalisme du quotidien : durabilité, flux matériels et mouvements sociaux. *Lien social et Politiques*, 82, pp. 246-276. DOI : <https://doi.org/10.7202/1061885ar>
- Subra P. (2016). *Géopolitique locale: Territoires, acteurs, conflits*. Armand Colin, Paris.
- Theys J., 2002. L'approche territoriale du "développement durable", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale. *Développement durable et territoires*, 1. DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.1475>
- Theys J., Guimont C., 2019. Nous n'avons jamais été "soutenables": pourquoi revisiter aujourd'hui la notion de durabilité forte ?, Entretien avec Jacques Theys mené par Clémence Guimont le 24 août 2018. *Développement durable et territoires*, 10 (1). DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13589>
- Torre A., 2010. *Conflits environnementaux et territoires*. *Développement durable et territoire*. Presses Universitaires du Septentrion, Lille.
- Torre A., Gallaud D. (eds.), 2022. *Handbook of proximity relations*. Edward Elgar Publishing, Cheltenham.
- Toulouse E., 2020. La sobriété énergétique, une notion disruptive de plus en plus étudiée. *Revue de l'énergie*, 649 (5), pp. 21-32.
- Tsing A.L., 2019. On nonscalability : The living world is not amenable to precision-nested scales. *Common Knowledge*, 18 (3), pp. 505-524. DOI : 10.1215/0961754X-1630424.
- Université des Nations Unies, 2023. *Risk tipping points*. URL [https://s3.eu-central-1.amazonaws.com/interconnectedrisks/reports/2023/UNU\\_Tipping-Points\\_231017\\_no-watermark.pdf](https://s3.eu-central-1.amazonaws.com/interconnectedrisks/reports/2023/UNU_Tipping-Points_231017_no-watermark.pdf) (consulté le 27/10/ 2023)
- Villalba B., 2018. Politiser la sobriété. In. Villalba, B., Semal, L. (ed.). *Sobriété énergétique: contraintes matérielles, équité sociale et perspectives institutionnelles*. Editions Quae, pp. 33-46.
- Zask J., 2011. *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*. Editions Bord de l'eau, Latresne.

Zimmerman E.W., 1951. *World Resources and Industries: A Functional Appraisal of Availability of Agricultural and Industrial Resources*, Harper.

Zimmermann J.B., 2005. Entreprises et territoires : entre nomadisme et ancrage territorial. *La Revue de l'Ires*, 47, pp. 21-36. DOI <https://doi.org/10.3917/rkli.047.0021>